

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 17/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SARPI MINERAL FRANCE**

**ECOPOLE DES GRANDS MOULINS  
21270 Drambon**

Références : 2024-450  
Code AIOT : 0005402210

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE implanté ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exercice inopiné organisé dans l'établissement SARPI Mineral France vise à vérifier le caractère opérationnel du POI, à sensibiliser l'exploitant aux moyens à déployer (humains et matériels) lors d'un POI, et à tester une situation accidentelle sur le site en déroulant un scénario prédéfini dans le POI.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARPI MINERAL FRANCE

- ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon
- Code AIOT : 0005402210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SARPI Mineral France exploite sur le site de Drambon-Pontailier plusieurs installations classées dont en particulier une Installation de stockage de déchets dangereux (ISDD), une unité de stabilisation de déchets dangereux, une plate-forme "terres et mâchefers" et une unité de traitement des lixiviats.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Action départementale 2024 POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R181-54	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Action départementale 2024 POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R181-54	Sans objet
3	Action départementale 2024 POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	Action départementale 2024 POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R181-54	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cet exercice inopiné, l'exploitant a su démontrer la bonne appropriation du plan d'opération interne par ses collaborateurs et a mis en place les dispositifs ou actions attendues dans le cadre de l'exercice.

Le POI sera à compléter sur quelques points particuliers pour prendre en compte le retour d'expérience de l'exercice.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Action départementale 2024 POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R181-54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>[...] Le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le Plan d'Opération Interne actuel est une version 5 datant du 03/05/2021. L'exploitant est en cours de révision de son POI. Durant l'exercice, les collaborateurs se sont basés sur la version actuelle ainsi que sur la future version pour la tester.</p> <p>L'inspection note que le numéro d'astreinte de l'exploitant n'est plus à jour.</p> <p>Concernant l'appel aux services de la DREAL, le numéro d'astreinte DREAL est à appeler en priorité.</p> <p>Le POI est testé une fois par an par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant mettra à jour son POI et le transmettra à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 2 : Action départementale 2024 POI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R181-54</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test d'un scénario POI : test de l'astreinte</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exercice déclenché à 6h45 avait pour but de vérifier la capacité de l'exploitant à déployer son Plan d'Opération Interne hors des heures ouvrables.</p> <p>La décision de déclencher le POI a été prise à 7h15. Dès lors, le Poste de Commandement a été gréé en moins de 15 minutes, l'effectif du PC est porté à 7 personnes en moins de quarante minutes après le déclenchement du POI.</p> <p>La montée en puissance du PC a permis à l'exploitant de répartir, au fil de l'exercice et dans un délai de 40 minutes, les tâches et les missions de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Direction de Opérations Internes,</li> <li>• Chef PC exploitant,</li> <li>• Observateurs,</li> <li>• Chargé du relais entre le terrain et la salle de crise,</li> <li>• Chargé des installations + logistique (accueil SDIS),</li> <li>• Chargé logistique (autre que SDIS),</li> </ul>

- Animateur QSE

Le rôle de chaque intervenant en salle de crise était repérable grâce à une chasuble floquée à cet effet. Les fiches de "missions" du DOI, chargés d'observation, d'intervention, des installations, d'évacuation, de communication, et de logistique sont définies dans le POI.

La salle de Poste de Commandement dispose des plans du site, de différents supports (paper-board / tableau effaçable / écran) permettant de consigner la main courante visible de tous, de l'état d'avancement des différentes actions engagées sur le terrain. La transmission entre les différents acteurs se fait par talkies walkies, ainsi les informations sont partagées en direct à l'ensemble des acteurs.

Le POI version en cours et POI future version sont disponibles en salle. Cet exercice a permis, en parallèle, d'éprouver le futur POI en cours de finalisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Action départementale 2024 POI

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]

**Constats :**

L'exploitant a pu fournir l'état des stocks présents dans le bâtiment visé par l'exercice.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Action départementale 2024 POI

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/09/2020, article R181-54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Test d'un scénario POI – test de la mise en œuvre des moyens de lutte

**Prescription contrôlée :**

Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans [...].

**Constats :**

La salle POI dispose de plusieurs plans du site localisant les différents dangers, moyens de lutte contre l'incendie, moyens d'accès... Un plan localisant l'ensemble des réserves d'eau dédiées à la lutte contre l'incendie a été présenté à l'inspection.

Les eaux d'extinction de l'incendie ont été dirigées, pour cet exercice, vers le bassin de rétention "Bassin BPSS - rejet N°5" prévu à cet effet.

L'exploitant dispose de tonnes à eaux mobiles. En période hivernale, ces tonnes sont vidangées.

Lors de l'exercice, 16 minutes ont été nécessaires entre l'ordre d'amener une tonne sur les lieux de l'incendie et l'arrivée effective de la tonne remplie (10 minutes de remplissage).

Un plan de localisation des moyens de lutte contre l'incendie existe pour les différentes parties du site et les différents bâtiments.

L'heure matinale de l'exercice a permis de vérifier l'efficacité de l'interdiction d'accès au site au niveau du poste de garde: mise en place de barrière légère, balisage et organisation du stationnement des véhicules et poids-lourds arrivant pour l'ouverture. Un renfort en personnel a été décidé et mis en place par le DOI pour faire face à l'arrivée massive de véhicules à l'heure habituelle d'ouverture de 7h30.

**Type de suites proposées :** Sans suite